

le Canada peut réellement apporter une contribution valable et qui sont considérés comme prioritaires par les pays en développement. Dans le secteur primaire, une aide considérable a donc été dispensée dans les domaines de l'agriculture, des pêches, de la sylviculture et de l'extraction minière. Dans le secteur secondaire, elle a été concentrée sur la mise en valeur et la distribution des ressources énergétiques locales. Enfin, dans le secteur tertiaire, les efforts de l'ACDI ont porté principalement sur l'éducation, les transports, les communications et, à un degré moindre, la santé (y compris l'approvisionnement en eau, les réseaux d'égout et le planning familial). Dans la mesure du possible, l'Agence a eu pour politique d'améliorer les conditions de vie des couches les plus défavorisées de la population.

Je dois ajouter que notre programme d'aide au développement reflète également, comme il se doit, les intérêts politiques du Canada dans le monde. Les membres du Comité ne sont pas sans savoir que depuis l'adoption du *Plan de Colombo*, le Canada n'a pas cessé de travailler en vue du mieux-être économique et social des pays du Commonwealth dans le sous-continent indien. De malheureux événements nous ont amenés à réviser certains de nos programmes de coopération avec l'Inde; avec la collaboration des autorités indiennes, nous espérons toutefois terminer cet examen au cours de la nouvelle année financière. Au Bangla-Desh, le spectre de la famine nous a également forcés à mettre l'accent sur l'aide alimentaire et les secours d'urgence; nous entendons cependant revenir à un programme d'aide plus équilibré dès que la situation du pays le permettra.

Depuis quelque temps, l'Indonésie est devenue un important bénéficiaire de l'aide canadienne et, bien qu'il tire de plus en plus de recettes de ses exportations de pétrole et d'autres matières premières, nous croyons que ce pays restera, dans un avenir prévisible, un pays tout indiqué pour l'aide internationale (le PNB par habitant de l'Indonésie s'est à peine accru entre 1972 et 1974, passant de \$80 à environ \$100). En tout, quelque 305 millions de dollars, soit près du tiers des dépenses totales de l'ACDI en 1975-1976, seront acheminés vers l'Asie.

D'autre part, les revenus désespérément faibles de la plupart des populations africaines et l'état de "non-développement" virtuel d'une grande partie de ce vaste continent justifient pleinement la valeur et la répartition des crédits affectés à l'Afrique (plus de 22% de l'ensemble des déboursés de l'ACDI); toutefois, cette aide reflète également les liens spéciaux qui unissent les Canadiens et les pays du Commonwealth comme de la Francophonie. Le budget de l'aide au développement consacré à l'Afrique du Commonwealth représente quelque 102 millions de dollars. Le budget affecté à l'Afrique francophone dépasse légèrement 105 millions de